



ALBERTVILLE

Pierre Kukawka : « Non, les Jeux n'ont pas payé les Jeux »

Il était de passage, le temps de visiter le musée des Jeux, de s'enquérir de ce que les Jeux ont laissé dans les mémoires et de se présenter face à un auditoire d'une trentaine de personnes, au Dôme. Au menu, enjeux et retombées des Jeux d'Albertville, ce, 20 ans après la parution de deux ouvrages traitant déjà le sujet. Entretien clairvoyant sur ce que les Jeux ont apporté, et sur quelques idées reçues qui ont toujours la vie dure.



Pierre Kukawka, une analyse lucide sur les retombées des Jeux.

Pierre Kukawka, avez-vous ressenti, jeudi dernier, un engouement dans l'assistance venue à votre conférence ?

« On ne peut pas parler d'un engouement extraordinaire, c'était assez saisissant. Alors qu'en 1992, a contrario, il avait été très fort.

Vous évoquiez alors un financement original pour la mise en place de cet événement planétaire...

Pour l'époque, oui, il était original, car à l'inverse des Jeux de Grenoble, en 1968, où l'État avait tout piloté et les collectivités locales assez peu, cette fois-ci, il est resté en seconde ligne. C'est le résultat de la décentralisation, depuis les lois Defferre de 82 et 83. Les stations ont pris beaucoup plus d'initiatives que les communes iséroises. Le financement s'est réparti entre État, collectivités locales, conseil général de Savoie et stations.

Parce que c'était dans l'air du temps ou était-ce une volonté de l'État de se mettre en retrait ?

C'était le premier gros évé-

nement international en France pour lequel l'État passait au second plan, mais c'était surtout une évolution naturelle.

Quel avait été l'impact de ce nouveau mode de financement sur la vie locale ?

À commencer, ce système a été source de davantage de symbiose, de synergies locales et régionales. Après, contrairement à ce qu'a pu penser Michel Barnier (alors président du conseil général), les Jeux n'ont pas payé les Jeux. Il y a eu un léger déficit, de l'ordre de 6 %, sur le budget total. L'État s'était malgré tout engagé à combler 75 % d'un éventuel déficit, la Savoie, 25 %. L'impact s'est plus ressenti en station. Des communes comme La Plagne avec sa piste de bobsleigh, ou Brides-Bains avec les télécabines se sont plus durablement endettées, afin de satisfaire aux exigences du public et de la clientèle. Il est sûr que certaines communes ont profité des Jeux pour développer leurs équipements, mais leur essor

n'est pas directement lié aux Jeux. Ce sont les retombées économiques et touristiques qui ont été très positives. En 2 ou 3 ans, tout est rentré dans l'ordre.

« Ceux qui pensaient que les Jeux allaient doper l'économie de la Savoie... »

Ces communes sont ressorties de leurs soucis financiers en seulement 2 ou 3 ans ?

A peu près, parce que leurs investissements ont, au final, contribué à attirer de la clientèle. Brides a modernisé ses installations thermales. Les télécabines lui ont permis d'être le point de départ des 3 Vallées, notamment vers Méribel.

Est-ce à dire que les stations ont plus profité des Jeux pour se développer qu'elles n'avaient pu le faire en 1968 ?

En 68, l'objectif était avant tout de réussir les Jeux. Ce fut aussi les prémices d'une grande période de rénovation urbaine. Les Jeux ont accompagné ce mouvement. Albertville et Grenoble sont deux contextes différents. En 68, Grenoble était le contexte urbain qui conduisait vers les stations. 92, ce sont les stations qui ont tout concentré.

Albertville intra muros aurait donc assez peu profité des Jeux...

Pas vraiment, car Albertville a vu la modernisation de sa gare, la construction du Dôme, l'extension du lycée professionnel sur les bâtiments du Cojo... Jamais la ville n'aurait pu penser un jour s'équiper d'une salle de spectacles ou d'une médiathèque. Maintenant, il est clair que ce n'est pas Albertville qui a le plus profité de cet événement.

Qu'en est-il de ces fameuses hausses d'impôts, dont se plaignent toujours les détracteurs des Jeux ?

Dans les 2 ou 3 ans qui ont suivi, oui, il y a eu une hausse, mais elle n'a pas duré puisque l'État a en partie comblé le déficit. Sur ce plan-là, c'est une réussite. Je dis souvent qu'il ne faut pas tout attendre des Jeux. Ceux qui pensaient que ça allait doper l'économie de la Savoie plusieurs années ont dû être déçus. Beaucoup d'emplois ont été créés entre 1986 et 1992, puis les choses sont retombées. Les structures ont augmenté l'attrait touristique et économique mais lorsqu'une entreprise envisage de s'implanter ici, ce n'est pas parce qu'il y a eu les Jeux. Il ne faut pas leur faire jouer le rôle qu'ils n'avaient pas. Ne tomber ni dans l'angélisme, ni dans le catastrophisme.

Combien de temps a duré votre enquête ?

Nous avons fait deux livres ; l'un sorti fin 1991, juste avant les Jeux, l'autre fin 1992, "l'empreinte des Jeux". Cette étude collective a duré 3 ans ».

PROPOS RECUEILLIS PAR J.B.

Pierre Kukawka est directeur de recherche honoraire à la fondation nationale des Sciences Politiques et chercheur associé à Ifframond.

Albertville 92 : l'empreinte olympique, Pierre Kukawka, Pierre Préau, François Servoin, Robert Vivian aux éditions Pug paru le 1/12/1992.

Albertville 92. Les enjeux olympiques. Pierre Kukawka, Pierre Préau, François Servoin, Robert Vivian aux éditions Pug, Collection : Montagnes - janvier 1991